

LE JOUR, 1950
01 JUIN 1950

EVOLUTION DE LA CRISE EN SYRIE

Chacun aura remarqué que le Président de la République syrienne, consultant les principales personnalités de l'Etat, comme il est d'usage en vue de « dénouer la crise », a reçu le chef et les membres de l'Etat-Major de l'armée. Il n'y a là rien d'inattendu, rien de nouveau sans doute. Mais ce signe des temps est assez impressionnant pour qu'une fois de plus on le relève. Là où l'armée fait la politique, c'est elle qui gouverne, parce que c'est elle qui dispose du canon.

On pouvait conserver à cette consultation de l'armée un caractère un peu confidentiel ; on ne l'a pas fait. Peut-être valait-il mieux y aller avec cette franchise quasi-indécente ; car après tout, personne n'ignore la présence de l'armée dans la politique syrienne et sa puissance.

Pour nous, la seule justification d'une attitude aussi peu civile si l'on peut s'exprimer ainsi, c'est la défense préventive de la Syrie, toujours exposée aux intrigues et aux convoitises hachémites. La dernière chose à subir par les Syriens c'est évidemment la suppression de leur pays par l'effet de son incorporation, sous une forme ou une autre à un pays voisin.

On pouvait croire le péril momentanément conjuré à la suite de la Déclaration tripartite ; Mais M. Akram Horani, ministre de la Défense du Gouvernement démissionnaire, s'est chargé de détruire cette provisoire illusion. Ne le voilà-t-il pas qui déclare que : « la structure du pays et son régime républicain sont à nouveau menacés » !

En effet la déclaration du roi de Jordanie est sous les yeux de chacun.

La formation d'un nouveau gouvernement sera peut-être laborieuse, et peut-être reviendra-t-on à M. Khaled El-Azem après un voyage infructueux « autour de la Chambre ». Nous ne verrons quant à nous, dans une solution de cet ordre aucun apaisement sérieux. Maintenant, M. Khaled El-Azem se fait tirer l'oreille et solliciter parce que la discorde règne à Damas. Mais à quoi servirait un replâtrage qui ne serait qu'un pis-aller et, de tous les pis-aller, le plus apparent ?

M. Khaled El-Azem, succédant à lui-même, quelle politique nouvelle ferait-il succéder à sa politique dite « héroïque » du dernier trimestre ? On ne remonte pas facilement sur un piédestal que l'on vient de quitter parce qu'il menaçait ruine et qu'en tombant, on allait se rompre le cou. En bref, M. Khaled El-Azem revenant au pouvoir rendrait plus sensible encore la limitation de son autorité.

A la place de M. Khaled El-Azem nous ne nous embarquerions pas de nouveau, de gaieté de cœur, dans cette galère.